



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du 19 AOUT 2025 mettant en demeure la société MOULINS SOUFFLET à CANTELEU de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à Monsieur Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre du 1^{er} mars 2022 réglementant les activités exercées par la société MOULINS SOUFFLET sur la commune de CANTELEU ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la visite inopinée du 18 juillet 2025, transmis à l'exploitant par courrier en date du 31 juillet 2025 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courrier électronique en date du 14 août 2025.

CONSIDÉRANT :

que l'inspection des installations classées a effectué, le 18 juillet 2025, un contrôle inopiné de l'établissement exploité par la société MOULINS SOUFFLET implanté sur la commune de CANTELEU ;

que l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 prescrit : « *Tous locaux présentant des risques d'incendie ou d'explosion, les silos, les stockages, ainsi que le moulin sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.*

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Ces consignes précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté, qui sont au moins hebdomadaires pendant les périodes de manutention et de réception des produits.

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé au travers des consignes écrites.
La quantité de poussière n'est pas supérieure à 25 g/m². L'exploitant met en place des dispositifs permettant de vérifier le respect de cette disposition. » ;

que le jour du contrôle inopiné, les silos et le moulin présentaient un manque manifeste de nettoyage ;

que les enregistrements des nettoyages sur les différents registres présentés, ne respectaient pas la fréquence définie par l'exploitant ;

que la fréquence de nettoyage a été définie par l'exploitant pour ne pas dépasser 50 g/m² or la prescription prévoit que la quantité de poussière ne doit pas dépasser 25 g/m² ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MOULINS SOUFFLET de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de CANTELEU ;

que dans son courrier électronique du 14 août 2025 l'exploitant a transmis des photos des différents secteurs attestant de leur nettoyage, et le planning de nettoyage des secteurs « réception/expédition », « expédition sac » et « ensachage » ;

que l'exploitant déclare que le planning de la partie Moulin et Silo est en cours de refonte afin d'assurer un suivi hebdomadaire du nettoyage ;

que ce point ponctuel de nettoyage nécessite d'être perenne dans le temps et doit à nouveau être vérifié par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société MOULINS SOUFFLET (n° SIRET 543 780 449 00061), dont le siège social est situé Quai Sarraill 10400 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2022 pour son établissement situé 103 quai du Danemark 76380 CANTELEU en :

- maintenant son site dans un état de propreté permettant de réduire les risques d'incendie ou d'explosion ;
- réalisant une campagne de mesure permettant de définir, **avant le 31 décembre 2025**, la fréquence de nettoyage des différentes installations pour ne pas dépasser 25 g/m² de poussière, en transmettant les résultats de cette campagne de mesure à l'inspection et en respectant les nouvelles fréquences de nettoyage ainsi définies.

Ces prescriptions seront réputées satisfaites si, lors d'un contrôle inopiné de l'inspection, l'exploitant est en mesure de présenter le registre de nettoyage complété, et si les constats de terrain confirment la bonne exécution de ces nettoyages.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de CANTELEU pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune CANTELEU, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société MOULINS SOUFFLET.

Fait à ROUEN, le

Le préfet,

**Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe**



Hélène HESS